



Proletaires de tous les Pays, Unissez-vous,

15, passage Dubail, 15 PARIS (10^e)

PREMIERE ANNEE. — N. 11 Le N° : 50 CENTIMES SAMEDI 12 SEPTEMBRE 1936

LA LUTTE OUVRIERE

Abonnements :
1 an 12. »
6 mois 6. »
Compte chèque postal :
Dépense N° 1891-14
Paris



Organe hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (BOLCHEVICK-LÉNINISTE). — SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Contre la provocation patronale :
Organisation du contrôle ouvrier sur la production par un Congrès des délégués d'entreprises !

Contre les fascistes de France et d'Espagne action solidaire du prolétariat international !

LA REVOLUTION ESPAGNOLE EN DANGER !

Aux ouvriers français d'aider le prolétariat ibérique

Le grand capital contre-attaque. En Espagne, la molesse du gouvernement Giral-Azana, l'esprit de conciliation, de compromis, de trahison, ont permis aux troupes fascistes de reprendre Irun et de menacer Saint-Sébastien et Bilbao. Le prolétariat espagnol en lutte pour le socialisme a commencé à se débarrasser des chefs petits bourgeois après la chute d'Irun. Le gouvernement socialiste, communiste de Caballero représente un glissement à gauche. Mais quelle est sa base ? Le Parlement espagnol est une pure fiction, n'existe plus. Devant qui un gouvernement peut-il être responsable ? Devant Azana ? Non, le pouvoir en Espagne doit passer entre les mains des ouvriers et des paysans ! Le gouvernement Caballero n'aura qu'un temps. La victoire ne viendra qu'avec un gouvernement représentant les ouvriers et les paysans pauvres, responsable devant les milices armées, les comités d'entreprises, les juntas ouvrières et paysannes. La Révolution espagnole est en danger ! Rompre avec les radicaux et la bourgeoisie, n'accorder confiance qu'aux masses ouvrières armées, apporter aux masses le programme hardi de l'expropriation de la bourgeoisie et de la reconstruction socialiste, briser avec une main de fer la résistance contre-révolutionnaire, voilà le salut ! Seuls des traités consciencieux peuvent parler de défense de la République bourgeoise et de « Front national espagnol ».

lui-même ? Pourquoi ne soutient-il pas notre proposition d'organiser par les ouvriers des envois d'armes, de les convoier jusqu'à la frontière, d'alerter les cheminots, etc. ? Parce que Thorez et Cie prétendent aider la bourgeoisie radicale espagnole et la « République » et non le prolétariat. Or, ils veulent envoyer des avions à Azana, et non aux milices ouvrières ! Blum et toute la bourgeoisie, dont il est le prisonnier, déclarent que l'intervention, c'est la guerre. Cette attitude est complètement fautive. D'abord, nous ne demandons pas l'intervention du Gouvernement, auquel nous n'accorderons pas la moindre confiance. Ensuite, plus la révolution avance, plus sera active et concrète la solidarité des prolétariats, plus le danger de guerre impérialiste reculera. Hitler et Mussolini craignent les ouvriers espagnols et français, parce qu'ils craignent la contamination de l'esprit révolutionnaire. A leurs menaces, le prolétariat doit opposer des appels et une action pour la fraternisation des soldats et marins de tous les pays. Ce n'est pas vrai qu'Hitler se jettera sur la France parce que les ouvriers français aideront les ouvriers espagnols. Et si Hitler envoie des navires nombreux devant Barcelone ou Valence, alors, nous rappellerons l'exemple des bolchéviks russes et roumains et des marins français de la flotte de la Mer Noire. N'a-t-on pas déjà assisté, cette semaine, à des soulèvements sur deux navires de guerre portugais ?

fusiller la vieille garde bolchévique, Staline interdisait les collectes en URSS, et lui aussi réalisait le « blocus » de l'Espagne. M. Vaillant-Couturier reprend pour la Russie l'argument de Blum pour la France : l'intervention de l'URSS signifierait la guerre. Mais il ne vaut pas mieux. La révolution espagnole triomphante serait le plus sûr appui pour les ouvriers russes, ce serait le coup le plus rude porté à Hitler. En tout cas, l'argument de Vaillant-Couturier montre toute la mauvaise foi des attaques stalinienne contre Blum. Les fascistes français attaquent à leur tour. Depuis deux mois, nous avons mis à nu le plan du patronat, sa volonté de provoquer dès septembre octobre les ouvriers. A ce moment, Thorez et autres prétendent le Front français et cherchent à abattre Blum. Nous posons la question autrement. Nous disons : Blum est paralysé par les radicaux. Il faut rompre le bloc avec les radicaux ! C'est Delebois, Rucart, Daladier, qui imposent leur politique. A bas les ministres radicaux ! Et puisque Thorez prétend qu'il faut agir dans le cadre de l'Etat capitaliste, puisqu'il accuse Blum de faiblesse, eh bien, que le Parti communiste prenne ses responsabilités au gouvernement avec les socialistes ! Nous n'accorderons pas plus de crédit à ce gouvernement qu'aux précédents. Mais cela mettra à nu la manœuvre cynique des chefs stalinien.

avec les responsables syndicaux (métaux, cheminots, etc.), qu'ils examinent concrètement le moyen de réunir des armes et de les transporter en Espagne ! Qu'une vaste campagne pour le soutien de cette action soit faite par des Comités de soutien de la Révolution espagnole, que des organismes de contrôle soient mis debout, que l'argent soit collecté avec énergie ! Il n'y a pas d'autre voie pour triompher. La Rocque et Doriot déclanchent leurs provocations. Les Lignes fascistes continuent à exister. Elles viennent sans coup férir d'occuper la préfecture du Puy-de-Dôme, sous la protection du préfet et dirigées par Michelin et les Croix de feu. L'EXPERIENCE DE L'ESPAGNE DOIT SERVIR ! Il n'y a plus une heure à perdre pour constituer des milices ouvrières, pour organiser la défense active, par entreprise et par quartier. Les Comités d'usine, les Comités locaux doivent organiser la surveillance de l'ennemi, riposter avec organisation, et briser immédiatement eux-mêmes toute tentative fasciste. En France comme en Espagne, pour la sauvegarde du prolétariat, milices ouvrières ! L'heure est à l'action commune des ouvriers français et espagnols. A nouveau, nous proposons que les délégués d'usine se réunissent

Appel pour la Commission d'enquête internationale sur le procès de Moscou

Camarades, Le 25 août dernier, Zinoviev, premier président de l'Internationale communiste, Kaméniév, ex-président du Soviet de Moscou, Mratchkovsky, Smirnov, Tervagnian, Bakaiev, Evdomikov, tous artisans de la première Révolution victorieuse de notre temps, fondateurs de la III^e Internationale, ont été exécutés avec d'autres militants ouvriers par le gouvernement de Staline. Trotsky, organisateur de l'armée rouge, condamné à mort, et Michael Tomski, président de la C.G.T. russe, acculé au suicide. Tout ouvrier révolutionnaire, tout homme raisonnable, ne peut qu'être profondément troublé et indigné par l'étrange et tragique procès de Moscou, d'où furent brutalement écartés les organisations ouvrières internationales et où aucune preuve matérielle ne fut présentée à l'appui des accusations les plus invraisemblables. Au moment même où l'on annonce l'introduction d'une nouvelle Constitution qui garantit l'inviolabilité de la personne, la liberté de parole, de pensée, de réunion aux anciens policiers tsaristes, aux curés et exploités, on fait condamner par un tribunal militaire composé de trois fonctionnaires officiels : les anciens bolchéviks, les compagnons de Lénine, sans défenseurs, sans le moindre contrôle ouvrier international, sans préparation, dans une ambiance qui pue la provocation policière. Et l'on annonce que d'autres militants russes seront traités de la même manière, s'il plaît à Staline. Chacun sent que, dans ces conditions, il est impossible d'ajouter foi aux déclarations inouïes obtenues des accusés. Nous proclamons que la classe ouvrière a le droit de savoir la vérité ! Seuls, des nationalistes réaction-

naires, reniant totalement l'internationalisme prolétarien, peuvent refuser à la classe ouvrière internationale le droit de connaître les faits précis, les conditions exactes et les motifs véritables de l'épouvantable exécution de Moscou. Aussi, les travailleurs révolutionnaires n'ont-ils pu qu'approuver l'intervention de la grande organisation de la classe ouvrière, la Fédération Syndicale Internationale qui, avec l'I.O.S., a demandé que des garanties élémentaires fussent accordées aux militants accusés. Le refus brutal du Gouvernement de Staline et sa hâte suspecte à exécuter les militants du mouvement communiste, ne font que rendre plus nécessaire cette intervention des organisations ouvrières internationales. Cette intervention s'impose avec d'autant plus de force, lorsque l'on voit que des nouvelles exécutées sans aucune justification officielle et que, par centaines, des militants du mouvement ouvrier russe sont suspectés, arrêtés, ou « suicidés ». On menace Rikov, ancien président du Conseil des commissaires du peuple, Boukharine, Radek, Piatakov, Ouglanov, Kollontai, etc., et la veuve de Lénine, la camarade Nadéjda Kroupskaïa. En un mot, tous ceux qui conduisirent le prolétariat russe à la victoire d'octobre 1917 sont exterminés ou menacés d'extermination. La première démarche de la F. S. I. et de l'I. O. S. perdrait tout son sens, si, après le refus de Staline, elle ne se continuait pas par la création d'une Commission chargée d'assurer elle-même les garanties élémentaires qu'elle réclame justement. Après avoir réclamé ces garanties pour ceux qui sont morts faute de les avoir eues, la F. S. I. se doit d'éclaircir le mystère tragique du procès et de la fusillade de Moscou. Seule, une COMMISSION OUVRIERE INTERNATIONALE à la constitution de laquelle les organisations ouvrières se doivent de travailler de suite, présentant toutes garanties d'impartialité, c'est-à-dire complètement indépendante du Gouvernement de Staline, peut délivrer les travailleurs révolutionnaires du doute terrible qui les étroit et leur apporter la clarté qu'ils réclament. Quant à nous, militants révolutionnaires, qui considérons comme notre devoir impérieux la défense de la classe ouvrière russe contre la réaction et contre le fascisme, nous qui considérons comme notre devoir impérieux la défense des conquêtes socialistes d'octobre 1917 et la défense de la démocratie prolétarienne, nous n'avons plus le moindre doute sur la signification véritable des exécutions du 25 août. Nous disons aux travailleurs : Bien loin d'être un acte de défense de la révolution russe, la fusillade de Moscou est un monstrueux attentat contre la classe ouvrière russe et contre la classe ouvrière du monde entier. Au moment où la contre-révolution engage une offensive acharnée, menée par tous les moyens, même les plus vils, contre le prolétariat international, contre tous ceux qui entendent lutter contre le capitalisme fasciste ou « démocratique » pour et par la révolution socialiste, contre tous ceux qui veulent le triomphe du socialisme en Espagne et en France, et qui, à cause de cela, repoussent et dénon-

Contre Doriot et La Rocque milices ouvrières !

A notre meeting, 2000 travailleurs flétrissent le crime de la bureaucratie stalinienne



La situation militaire a subi quelques changements au profit des fascistes, il serait criminel de le nier. Mais ces succès locaux seront facilement annihilés si le prolétariat espagnol rejette tous les compromis, s'il se lève en masse pour un programme révolutionnaire qui groupe toutes les masses exploitées, s'il établit une implacable dictature sur l'ennemi de classe. Arrière les conciliateurs ! Seule l'Espagne soviétique peut vaincre ! Les responsabilités du prolétariat français sont énormes, et il le sait. La révolution espagnole n'est pas un phénomène national isolé : c'est l'avant-garde de la révolution socialiste européenne, et avant tout de la révolution française ! Tout le fascisme mondial le sait, Hitler, La Rocque et Doriot en tête. C'est pourquoi ils se lancent dans une contre-attaque furieuse. A l'alliance internationale des classes réactionnaires et fascistes contre la révolution, nous devons opposer l'internationalisme prolétarien. Mais comment ? Blum et la S.F.I.O. qui gouvernent pour le compte de l'Etat bourgeois restent « neutres ». Cela ne peut pas nous étonner. C'est pourquoi il est vain de s'adresser à Blum pour qu'il aide le prolétariat espagnol. Le Parti communiste mène une campagne pour le soutien des ouvriers espagnols : mais il se borne à des cris à l'adresse de Blum, qu'il veut abattre pour le remplacer par un gouvernement d'Union nationale. Pourquoi ne réclame-t-il pas directement le soutien, alors qu'il en a les moyens ? Thorez raconte qu'il a proposé aux S.F.I.O. d'envoyer 10 avions. Si la S.F.I.O. refuse, pourquoi le P. C. ne les envoie-t-il pas

cent la politique de nationalisme, de réaction, d'union sacrée, de « front français », au moment où l'unité de la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière s'impose plus que jamais, par ce crime Staline la brise et appuie ainsi la contre-révolution en faisant exterminer ceux dont toute la vie fut celle de révolutionnaires et en lançant la calomnie la plus vile qui ne peut que décomposer le mouvement ouvrier.

En 1917, les gardes blancs russes, les contre-révolutionnaires de tous les pays, ont déjà essayé de calomnier Lénine, Zinoviev, Trotsky, en lançant contre eux l'infâme accusation d'être des agents de l'Allemagne.

Aujourd'hui, Staline et ses agents reprennent contre les travailleurs socialistes et communistes révolutionnaires cette même accusation empoisonnée.

Nous ne permettrons pas, alors que l'on souille la Révolution russe, en prétendant qu'elle était faite par des terroristes, des bandits, des agents de l'impérialisme allemand. Aujourd'hui, nous ne permettrons pas davantage que l'on reprenne cette méthode infâme dans tous les pays pour y saboter la révolution socialiste.

Aujourd'hui, comme en 1917, il s'agit de défendre la révolution socialiste, en Russie, en Espagne, en France, dans le monde entier.

Camarades ! Exigez la vérité ! Empêchez que l'on étouffe la voix de ceux qui, comme Trotsky, ont le droit de se défendre, de dénoncer et de s'exprimer librement. Opposez à toutes les formes de la réaction le bloc uni de tous les travailleurs révolutionnaires !

Avec nous, demandez instamment que la Fédération Syndicale Internationale constitue une Commission d'enquête !

Debout pour sauver les militants ouvriers de Russie !

La Gauche Révolutionnaire S. F. I. O. — Entente des Jeunes Socialistes de la Seine (S. F. I. O.). — Groupe communiste « Que Faire ? » — Le Groupe international communiste de gauche. — Le « Combat Marxiste ». — Fédération de la Seine du Parti d'Unité prolétarienne. — Le « Révolution Proletarienne ». — La revue « Camarade ».

Parti Ouvrier Internationaliste (bolchévick-léniniste) et Jeunes Socialistes Révolutionnaires de la Section Française de l'I. V. Internationale.

Adressez toute adhésion, communication et documents au camarade Gaston Goldschild, 28, rue Pigalle, Paris (9e).

UNE COMMUNISTE NORVEGIENNE PARLE SUR LE PROCES DE MOSCOU

Jeannette Olson, ancien membre dirigeant du Parti communiste norvégien, écrit dans « Arbeiderbladet » du 31 août 1936 le suivant article que « Arbeideren », organe central communiste, n'est refusé d'imprimer, et dont nous reproduisons les extraits les plus marquants :

« Si dans la classe ouvrière ne s'est pas élevée une tempête d'indignation contre les méthodes judiciaires employées au procès de Moscou contre Zinoviev, Kaménev et autres anciens compagnons de Lénine, chefs de la Révolution russe, on ne peut expliquer ce fait que par la « foi » sur laquelle les ouvriers fondent leur confiance dans le gouvernement de Staline.

Ils ne peuvent croire que la direction de l'Etat ouvrier soit capable d'employer de telles méthodes dans la lutte politique. Mais si, pour un instant, nous laissons de côté cette véritable foi et cette confiance, si nous laissons les rapports du procès comme s'ils venaient d'un autre pays, alors tous les ouvriers auraient immédiatement compris que l'acte d'accusation, les dépositions des témoins, les « aveux » des accusés et le discours final du procureur motivant le jugement de mort ne furent qu'un alignement d'injures et d'affirmations, pour lesquels pas une seule motivation de bon sens n'est fournie.

Nous comprendrions aussi qu'il doit y avoir une nécessité absolue pour le gouvernement de Staline d'anéantir les accusés, mais que le véritable motif de l'accusation et des jugements de mort doit être tout autre que celui évoqué devant le tribunal.

Le rythme accéléré du procès — il ne fallait que cinq à six jours pour trancher une affaire si fatale pour toute la classe ouvrière mon-

Lettre ouverte au Ministre de la Justice de Norvège

Honefoss, le 26 août 1936.

A Monsieur le Ministre de Justice Lie, Oslo.

Monsieur le Ministre de Justice,

Je m'étais efforcé de me conformer, dans l'esprit et dans la lettre, aux conditions posées de mon séjour en Norvège, signées par moi, du moins dans le sens où je les avais comprises. Mais il s'avéra que le chef du Bureau central des Passeports interprète tout autrement ces conditions et pour autant que je le sache, ses interprétations trouvent votre approbation, Monsieur le Ministre. Ayant le plus grand intérêt à obtenir, aussi pour l'avenir, pour ma femme et pour moi, la bienveillance des autorités norvégiennes, je serais prêt à accepter aussi une nouvelle interprétation des conditions, non communiquée avant mon arrivée dans le pays, si j'avais pu me convaincre que cette nouvelle interprétation était compatible avec ma dignité d'homme et d'écrivain. Je ne puis signer que ce que j'ai bien compris et ce que je m'engage réellement à accomplir. Selon l'initiative de M. le chef du Bureau central des Passeports, qui d'ailleurs lors de mon voyage dans le pays a donné une interview assez hostile sans attendre aucun acte de ma part, je ne puis désormais limiter mon activité à des travaux historiques et à des études théoriques générales, qui ne soient dirigées contre aucun pays.

Comment dois-je interpréter cette limitation ? Est-ce que mon Auto-biographie, par exemple, est une étude théorique générale ou un écrit d'actualité politique ? Il y a trois semaines, j'ai écrit une grande étude sur l'évolution de l'Union Soviétique. Je dois émettre ici moi-même une appréciation : j'ai l'impression d'avoir fourni par cet ouvrage une contribution non insignifiante à la science sociale. D'autre part, ce même écrit, précisé, mais non pas complété par des faits, est dirigé contre la caste bureaucratique dominante qui de plus en plus exploite économiquement et opprime politiquement le peuple. Peut-on vraiment, dans un pays démocratique, consentir, à ce que le chef du Bureau des Passeports décide si un tel ouvrage a un caractère seulement économique, ou bien aussi d'actualité politique ?

Je pourrais citer un exemple incomparablement plus éminent et plus glorieux : Mon grand maître Karl Marx a écrit une œuvre qui s'appelle « Le Capital ». Je m'imaginais pour un moment que le chef du Bureau des Passeports ou une autre institution compétente ait à décider si cette œuvre grandiose était seulement de caractère économique ou aussi d'actualité politique. La décision ne serait pas facile. Car cette œuvre bâtie sur le granit de la science a été illustrée par des milliers d'exemples les plus actuels et a, aujourd'hui, dans son ensemble, un caractère plus politique encore que le jour de sa première parution. Ce n'est pas par hasard que toute la lutte de la réaction, investie de fonctions ou non, est dirigée contre le marxisme et contre les marxistes.

Le chef du Bureau des Passeports me reproche un article où je trace la perspective que la lutte en France devra aboutir au triomphe de la réaction militaire ou à l'instauration des Soviets. Il se peut que je me trompe dans mon analyse. En tout cas, je lui attribue un caractère profondément scientifique. L'article a été publié par la « Nation » revue bourgeoise.

Et la rapidité avec laquelle les exécutions furent accomplies, sont également un indice lugubre de l'inexistence des preuves.

C'est avec une joie mal dissimulée que la presse bourgeoise, fasciste et réactionnaire, parle du procès et fait ses commentaires. Elle se frotte les mains, en souriant, heureuse de voir les communistes les plus proches de Lénine extirpés et ceux qui restent encore vivants, persécutés, qu'ils se trouvent à l'intérieur ou en dehors de la Russie.

Il faut en finir et ce n'est possible qu'en exposant l'affaire au grand jour, qu'en la soumettant à la plus sévère discussion. La classe ouvrière a le droit de connaître le vrai fond de ce qui s'est passé.

Comment la police norvégienne a arrêté le camarade Trotsky

La Norvège est le seul pays bourgeois du monde dont le gouvernement se compose exclusivement de soi-disant représentants de la classe ouvrière. Depuis juin 1935, Trotsky y jouissait du droit d'asile. Sous les yeux des membres du Gouvernement et des chefs du parti gouvernemental, il exerçait son activité littéraire. Mais, à l'instar de ses usurpateurs de Moscou, versèrent sur Trotsky les calomnies les plus empoisonnées, secondées par les nazi norvégiens qui avouèrent franchement leur liaison avec la Gestapo, à l'instant Trotsky dut tendre tous ses efforts pour déchirer les filets de mensonge par lequel on voulait le tirer dans la boue, lui et de nombreux autres représentants jadis très estimés du prolétariat russe, à cet instant, le gouvernement démocratique coupe le droit de parler à celui qui est pourchassé dans tous les pays. Il le relègue dans un endroit éloigné, l'enferme, l'isole complètement de l'extérieur, le prive de ses aides, censure tout son courrier qui arrive et qui part, bref crée pour lui seul un état d'exception. La motivation transparente de ce procédé est que Trotsky aurait soi-disant rompu les conditions de son séjour.

DES SIEGES DE DEPUTES AUX DEPENS DU DROIT D'ASILE

En octobre de cette année, il y aura en Norvège des élections au Storting. La situation économique du pays étant relativement favorable, les partis de droite manquaient de mots d'ordre électoraux ayant une force d'attraction opportune. Donc, les nationaux socialistes norvégiens organisèrent alors l'attaque nocturne contre l'habitation de Trotsky, espérant trouver pour la campagne électorale les documents sensationnels « compromettants ». L'attaque fut inaugurée par une campagne d'excitation farouche de la presse réactionnaire, qui a seulement prouvé par là qu'elle était tout à fait au courant du complot. Mais l'attitude courageuse de la camarade Kundsen fit échouer l'attaque et les administrations judiciaires se virent obligées d'introduire un procès contre les cambrioleurs fascistes. Toute l'affaire sembla perdue pour la campagne électorale des partis de la droite norvégienne. Mais voilà que Staline leur vint en aide avec son ignoble campagne de mensonges. Tous les journaux réactionnaires accordèrent une large place aux comptes rendus du procès fictif de Moscou et essayèrent d'effrayer les petits bourgeois norvégiens par les grossières et stupides calomnies russes.

Alors, quelques sommets du Parti ouvrier norvégien commencèrent à craindre pour leur clientèle petite-bourgeoise qui, aux dernières élections, avait été décisive. Il fallait bien défendre Trotsky, qu'on avait soi-même laissé entrer dans le pays, contre les attaques monstrueuses de Staline et de sa clique. Mais en même temps, on crut devoir faire des concessions aux petits bourgeois norvégiens effrayés. La chose la plus simple pour les ministres, c'était d'enfermer l'homme « épouvantable » afin de calmer les petits bourgeois. Cela seul est la raison de l'internement de Trotsky. La « violation des conditions de séjour » dont ces messieurs norvégiens se souviennent si subitement n'est que frime et mauvaise excuse. En réalité, le droit d'asile démocratique ainsi que

les conditions de séjour accordées à Trotsky étaient devenus pour les ministres ouvriers une question sans aucune importance. Les sièges au Parlement, voilà ce qui seul était important.

LES PROMESSES DE M. LE MINISTRE DE LA JUSTICE

Sous la pression directe du chef semi-fasciste du Bureau central des passeports, administration de police plus ou moins autonome en Norvège, le ministre de la Justice Tryge Lie commença une manœuvre indignée. Il envoya au camarade Trotsky le chef du Bureau des passeports pro-fasciste en compagnie du chef de la police, afin de lui soumettre un document à signer qui, sous prétexte que les conditions de séjour posées à l'époque auraient soi-disant été outrepassées, exigeait l'acceptation de nouvelles conditions très accentuées et tout à fait indignes. Non seulement le camarade Trotsky n'aurait dû prendre position en face d'une question actuelle, mais soumettre toute son activité littéraire et scientifique à la censure préliminaire du chef pro-fasciste du Bureau des passeports. Ce qu'il y avait d'infâme dans ce procédé, c'est que Trotsky devait consentir pour ainsi dire « de son plein gré » à ces conditions, pour que le public mondial ne puisse pas s'apercevoir que le Gouvernement ouvrier norvégien prêtait lui-même le droit d'asile démocratique. Le camarade Trotsky refusa naturellement de signer et écrivit une lettre au ministre de la Justice destinée à être publiée, afin de réfuter l'accusation injustifiée selon laquelle le camarade Trotsky aurait manqué à sa parole et afin de prouver que les nouvelles exigences étaient inacceptables. Lorsque le Ministre de la Justice Lie apprit que Trotsky voulait se défendre publiquement, il téléphona à l'instant même en le priant instamment de n'en rien faire, « rien n'étant encore tout à fait décidé ». Le camarade Trotsky y consentit. Un des camarades qui séjournaient chez lui apporta personnellement la « Lettre Ouverte » au Ministre de la Justice. L'autre avait l'ordre de donner à la presse l'information suivante : « Par loyalisme envers le Gouvernement norvégien, Trotsky ne peut faire aucune déclaration avant que la question soit réglée. » (Ceci est une des quelques notes que les deux camarades collaborant avec le camarade Trotsky ont pu faire passer des griffes de la police norvégienne). Le Ministre de la Justice demanda encore une fois au camarade qui apporta la « Lettre Ouverte » d'empêcher le camarade Trotsky de la publier, maintenant en invoquant la raison que dans deux jours une « discussion amicale » devait avoir lieu avec des messieurs compétents du Gouvernement et du Parti ouvrier pour régler l'affaire. Quel était l'étonnement du camarade Trotsky lorsqu'il se le même soir il trouva dans la presse norvégienne l'acte d'accusation déformé du chef du Bureau des passeports. Malgré l'abus de confiance, il ne rédigea cependant qu'une brève réplique à la presse norvégienne pour attendre quant au reste « l'entretien amical » confirmé par le ministre de la Justice dans un nouvel appel téléphonique, en demandant une nouvelle fois au camarade Trotsky de ne pas s'adresser d'ici là à l'opinion publique.

On connaît le résultat de « l'entretien amical » qui eut lieu le 28

août : l'arrestation et l'isolement complet. Voici encore quelques détails : Un de nos camarades attendait l'entretien au ministère de la Justice. Après une demi-heure, il vit le chef de la police d'Etat sortir de la chambre des négociations et donner à ses agents de la Sûreté quelques ordres énergiques. Peu après, le camarade Trotsky fut conduit au pas de course hors de la chambre et transporté dans une auto. De même, l'ami et l'hôte du camarade Trotsky et le secrétaire qui attendaient, furent transportés à Honefoss, chacun séparément, par des agents, dans deux voitures toutes prêtes.

Pendant ce temps, le second camarade se trouvait seul avec la camarade Trotsky à leur domicile de Honefoss. Tout à coup, deux gardes entrèrent dans la maison, l'un d'eux démonta immédiatement l'appareil téléphonique, tandis que l'autre saisit notre camarade qui ne s'attendait à rien et l'emmena au commissariat. Les bagages de deux secrétaires furent examinés très minutieusement, on les soumit même par force à une fouille, de sorte que quelques documents et lettres tombèrent entre la main de la police, entre autres les copies de cette « Lettre Ouverte au Ministre de la Justice » qu'on avait l'air de rechercher particulièrement. (Par bonheur, une copie en avait déjà été envoyée à l'étranger, de manière que nous pouvons reproduire cette lettre.)

LE PROCES « CONTRE » LES NAZIS

Si les administrations norvégiennes montrèrent de « l'énergie » envers Trotsky, ils firent preuve envers les nazis d'une mollesse qui rappelle vivement l'attitude des ministres allemands avant la prise du pouvoir par Hitler. Le procès contre les cambrioleurs nazis fut précédé d'auditions de témoins pendant trois jours. Mais il s'avéra que les neuf dixièmes de toutes les questions posées au tribunal portèrent autour de l'activité politique du témoin Trotsky, au lieu de s'occuper des agissements criminels des accusés. La presse réactionnaire était dans la joie en apprenant les dépositions qui n'apportèrent aucun nouvel éclaircissement au sujet du cambriolage des nazis (et ne pouvait pas en apporter), mais par contre des « preuves » et même l'« aveu » de Trotsky qu'il s'occupait de questions politiques actuelles et que ses ouvrages littéraires portaient une « épine » (sic) contre des Etats amis de la Norvège. Ces « révélations » sensationnelles de la déposition n'étaient pas assez ridicules pour pouvoir servir, lors de l'entretien « amical » entre le camarade Trotsky, le ministre de la Justice et d'autres messieurs « d'argument » de poids pour les nouvelles conditions accentuées, dont la non-acceptation eut pour suite l'arrestation immédiate.

LE COMMENCEMENT DE LA FIN DE LA DEMOCRATIE NORVEGIENNE

A présent, le ministre de la Justice Lie a donc atteint son but ; il a fait taire le camarade Trotsky. Depuis son arrestation et son transfert à l'isolement complet, il n'y a plus aucune nouvelle directe de lui. Le Gouvernement norvégien croit visiblement pouvoir faire tomber dans l'oubli le « cas Trotsky » et de pouvoir ainsi sauver les voix petites-bourgeoises. Mais le résultat est plus qu'incertain. Les

petits-bourgeois, effrayés, se disent : « Si nous avions suivi les partis de droite qui ne voulaient pas du tout laisser entrer Trotsky, alors nous n'aurions pas chez nous toutes ces histoires et des frais et cet homme « épouvantable » non plus. Les mesures sévères actuelles du Parti ouvrier contre Trotsky sont tout de même l'aveu de leur faute ou du moins de leur vigilance insuffisante. En tout cas, ce n'est que sous la pression des nazis qu'elles ont été prises. » Mais les ouvriers radicaux, eux aussi, se détournent du Parti ouvrier, dont les demi-mesures, la lâcheté et la déloyauté doit les repousser.

Nous sommes par principe des ennemis de la démocratie bourgeoise et des partis réformistes, mais, d'autre part, nous n'avons pas le moindre intérêt, à voir le réformisme et la démocratie affaiblis au profit du fascisme. Mais pour le Parti ouvrier norvégien il n'y avait — même de son point de vue de la démocratie bourgeoise — qu'une seule voie : déclarer « nous n'avons rien à faire avec Trotsky. Politiquement, il est notre adversaire le plus sévère. Mais le droit d'acte commence justement là où on l'accorde à l'adversaire politique. Nous, démocrates norvégiens, nous défendons jusqu'au bout et contre tout le monde les droits démocratiques. » Si on avait adopté cette attitude courageuse, alors on en aurait imposé aussi bien à la droite qu'à la gauche et on aurait transféré en victoire pour soi l'assaut de l'adversaire. Mais, au siècle où nous vivons, le terme de démocrate courageux est devenu un anachronisme. Le Gouvernement norvégien préfère réduire au silence le réfugié Trotsky. Mais cette voie, — à moins de circonstances imprévues — n'amoinçira pas les pertes électorales, mais y conduira plutôt. Cependant, une défaite électorale ne rait non seulement le commencement d'un processus de différenciation à l'intérieur du Parti norvégien, mais dans les conditions de décomposition capitaliste, le commencement de la décomposition de la démocratie norvégienne elle-même. M. Lie, ministre de la Justice, pourrait facilement devenir un Sévering norvégien. En enfermant Trotsky, il aurait lui-même creusé le premier la tombe de la démocratie mourante de son pays.

PROTESTEZ !

Nous ne nous taisons pas avant que le camarade Trotsky ne jouisse des droits et des libertés accordés à tout autre réfugié dans un pays démocratique. Il s'agit non seulement de la liberté toute naturelle de choisir librement, pour son activité littéraire, le sujet et la matière qui lui paraissent nécessaires, mais aussi de la possibilité d'avoir l'aide matériel, technique et personnel indispensables.

Cent fois plus fort doivent résonner les voix de protestation, maintenant que le camarade Trotsky, prisonnier du Gouvernement norvégien, a dû interrompre la rédaction de sa défense, dont tout homme émancipé et avide de progrès attend la parution avec impatience. Non seulement nous, mais tout le prolétariat révolutionnaire et même tout honnête démocrate, doit élever sa voix contre le gouvernement norvégien tant que Trotsky ne jouira pas de toutes les libertés qui lui permettent en même temps de se défendre et de faire la lumière sur ce meurtre judiciaire de Moscou qui remplit d'effroi le monde prolétarien.

se-démocratique américaine qui a un renom mondial. Si j'avais écrit un article dans lequel j'aurais exposé théoriquement les avantages généraux du régime autoritaire sur la démocratie, serait-il aussi tombé sous le coup de la réclamation du chef du Bureau des passeports ? C'est une question qui malheureusement n'est pas claire et surtout après la visite que m'a faite aujourd'hui Monsieur le chef du Bureau des Passeports lui-même.

La déclaration qu'on me demande contient aussi l'engagement de « ne pas accorder d'interviews à des journalistes norvégiens ou étrangers ».

Pendant mon séjour en Norvège, je n'ai, jusqu'à ces derniers temps, accordé qu'une seule interview, et cela au rédacteur de « Ar-

beiderbladet ». Ce fut en votre présence, Monsieur le Ministre de Justice, et même avec votre aimable participation, que je vais apprécier encore maintenant. Vous vous rappellerez peut-être que moi personnellement, je cherchais à éviter même cette unique interview afin de provoquer le moins possible de bruit et de sensation autour de mon nom.

Mais aujourd'hui la question se pose tout autrement. Je suis accusé par les autorités judiciaires de Moscou d'être l'organisateur d'actes terroristes. Toute la presse mondiale s'occupe de ce procès d'une portée historique. Si vous, Monsieur le Ministre de Justice, les autorités qui vous sont subordonnées, ou le gouvernement norvégien, considérez comme possible ou probable que j'aie abusé de mon séjour en Norvège ou même ailleurs

par une telle activité, j'attends immédiatement un mandat d'arrêt contre moi. Je ne désire rien de plus que la possibilité de tirer au grand jour, devant une arène juridique publique, ce crime immense du Guépéou et de ses initiateurs. Mais si les autorités norvégiennes estiment impossible d'intervenir dans cette affaire, elles ont le devoir — je répète le devoir élémentaire qu'il ne faut même pas qualifier de démocratique — de m'accorder l'entière liberté de dire par mes propres moyens personnels, la vérité à l'opinion publique mondiale. Le moyen principal de cette opinion publique, c'est la presse. Ne pas me traduire devant un tribunal norvégien et m'enlever en même temps la possibilité d'en appeler à l'opinion publique dans une question qui me concerne moi-même, mon fils, tout mon passé et mon honneur politique, serait transfor-

mer le droit d'asile en un véritable piège et ouvrir la voie aux bourreaux et aux calomnieux du Guépéou.

Voilà, Monsieur le Ministre de la Justice, les raisons pour lesquelles il m'est impossible de signer la déclaration rédigée par le chef du Bureau central des Passeports, ainsi qu'il m'a invité à le faire, sans d'abord attirer votre attention sur le fait que l'attention du Gouvernement et de l'opinion publique, sur les conséquences incalculables de ces procédés pour mon existence morale à moi-même et de ma famille.

Recevez, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

L. TROTSKY.

Congrès national des délégués d'entreprises pour le contrôle ouvrier sur la production !

Les grèves se multiplient à nouveau. A Paris, dans le Centre, dans le Midi. Des entreprises sont réoccupées. Les ouvriers réagissent à juste titre contre le sabotage concerté du patronat.

Mais il ne faut pas perdre de vue que les fascistes et le patronat cherchent une provocation d'envergure pour écraser dans le sang les ouvriers séparément.

C'est pourquoi les ouvriers doivent concentrer leur riposte avec le maximum d'organisation.

La tâche de l'heure est l'organisation d'un CONGRÈS NATIONAL DES COMITÉS D'USINE ET

DELEGUES D'ENTREPRISES, qui mettrait debout un plan de bataille sous le signe du Contrôle ouvrier de la production! A MM. les patrons qui se prétendent ruinés, qui licencient, etc., la classe ouvrière répondra: Nous voulons contrôler l'embauchage, nous voulons voir vos livres de compte.

Une vaste propagande doit être faite dans les usines, pour que des Congrès régionaux, puis national, ait lieu. Lorsque la classe ouvrière affirmara sa volonté, dans un plan de bataille bien étudié, de briser la contre-offensive patronale, alors, la bourgeoisie devra battre en retraite.

Comment lutter contre la vie chère

C'est avec angoisse que, dans les ménages ouvriers, on sent la hausse du prix de la vie.

Déjà, dans certaines localités, de nouvelles grèves ont éclaté pour réajuster les salaires.

Devant le mécontentement qui travaillait les chômeurs, le Gouvernement vient de leur lâcher une amorce QUI NE COMPENSE PAS LA HAUSSE.

Les chefs socialistes et les chefs communistes ont expliqué en juin qu'il ne « devait » pas y avoir de hausse des prix comme suite à la hausse des salaires. Comme si les capitalistes avaient l'habitude de céder à des paroles et à des vœux platoniques!

Puis les ministres socialistes ont annoncé la chasse aux spéculateurs. En fait de chasse aux spéculateurs, la police a dressé des milliers de procès, verbaux sur la « hausse illicite » de petits commerçants et de petits industriels, tandis que s'évit plus que jamais une monstrueuse spéculation: celle des trusts de la grosse industrie, qui, nullement menacés par le Gouvernement, exercent un chantage formidable pour:

— boycotter les plans savants des ministres socialistes.

— accroître le nombre des mécontents.

— désorganiser l'économie à LEUR PROFIT en ruinant les petits entrepreneurs,

et en étendant leur monopole de fait.

Ce pauvre Gouvernement Blum est complètement désemparé devant cette offensive.

La manoeuvre de la grosse industrie est impudente: de Wendel pratique des majorations de l'ordre de 44 pour 100 et 50 pour 100. Les petits industriels qui utilisent les matières premières fournies par de Wendel sont ridiculement incapables d'assurer la marche de leur entreprise: déjà, ils ont majoré de 15 pour 100 les marchés en cours passés par leurs clients.

afin de compenser la hausse des salaires, ce qui est logique du point de vue capitaliste et bourgeois. Devant l'imposition formidable de de Wendel, qui d'autre part raréfie à son gré la livraison, tous ceux qui, déjà atteints par la crise, dépendaient de ce magnat, sont conduits ou à essayer de reprendre aux ouvriers ce que ceux-ci avaient obtenu, ou à la faillite.

Le Trust, qui a la vie dure, étend son pouvoir de fait sur la petite industrie et le commerce qui dépendent de lui;

— Exiger la nationalisation des banques sous le contrôle des organisations ouvrières.

— Diriger toutes leurs actions vers cet objectif: saper la toute-puissance économique des grands capitalistes, abattre leur pouvoir politique, remplacer le Gouvernement actuel qui se montre impuissant contre les trusts par un Gouvernement ouvrier et paysan placé sous le contrôle des délégués de la masse (délégués des Comités de masse locaux, des Comités d'entreprise).

— Exiger la nationalisation des banques sous le contrôle des organisations ouvrières.

— Diriger toutes leurs actions vers cet objectif: saper la toute-puissance économique des grands capitalistes, abattre leur pouvoir politique, remplacer le Gouvernement actuel qui se montre impuissant contre les trusts par un Gouvernement ouvrier et paysan placé sous le contrôle des délégués de la masse (délégués des Comités de masse locaux, des Comités d'entreprise).

— Exiger la nationalisation des banques sous le contrôle des organisations ouvrières.

— Diriger toutes leurs actions vers cet objectif: saper la toute-puissance économique des grands capitalistes, abattre leur pouvoir politique, remplacer le Gouvernement actuel qui se montre impuissant contre les trusts par un Gouvernement ouvrier et paysan placé sous le contrôle des délégués de la masse (délégués des Comités de masse locaux, des Comités d'entreprise).

— Exiger la nationalisation des banques sous le contrôle des organisations ouvrières.

— Diriger toutes leurs actions vers cet objectif: saper la toute-puissance économique des grands capitalistes, abattre leur pouvoir politique, remplacer le Gouvernement actuel qui se montre impuissant contre les trusts par un Gouvernement ouvrier et paysan placé sous le contrôle des délégués de la masse (délégués des Comités de masse locaux, des Comités d'entreprise).

— Exiger la nationalisation des banques sous le contrôle des organisations ouvrières.

— Diriger toutes leurs actions vers cet objectif: saper la toute-puissance économique des grands capitalistes, abattre leur pouvoir politique, remplacer le Gouvernement actuel qui se montre impuissant contre les trusts par un Gouvernement ouvrier et paysan placé sous le contrôle des délégués de la masse (délégués des Comités de masse locaux, des Comités d'entreprise).

— Exiger la nationalisation des banques sous le contrôle des organisations ouvrières.

— Diriger toutes leurs actions vers cet objectif: saper la toute-puissance économique des grands capitalistes, abattre leur pouvoir politique, remplacer le Gouvernement actuel qui se montre impuissant contre les trusts par un Gouvernement ouvrier et paysan placé sous le contrôle des délégués de la masse (délégués des Comités de masse locaux, des Comités d'entreprise).

— Exiger la nationalisation des banques sous le contrôle des organisations ouvrières.

— Diriger toutes leurs actions vers cet objectif: saper la toute-puissance économique des grands capitalistes, abattre leur pouvoir politique, remplacer le Gouvernement actuel qui se montre impuissant contre les trusts par un Gouvernement ouvrier et paysan placé sous le contrôle des délégués de la masse (délégués des Comités de masse locaux, des Comités d'entreprise).

— Exiger la nationalisation des banques sous le contrôle des organisations ouvrières.

— Diriger toutes leurs actions vers cet objectif: saper la toute-puissance économique des grands capitalistes, abattre leur pouvoir politique, remplacer le Gouvernement actuel qui se montre impuissant contre les trusts par un Gouvernement ouvrier et paysan placé sous le contrôle des délégués de la masse (délégués des Comités de masse locaux, des Comités d'entreprise).

Nous avons besoin de votre aide

L'action contre le procès de Moscou se développe. Un premier meeting a alerté le prolétariat parisien. Une série de meetings continuera à se tenir. Un appel signé par une série d'organisations est publié dans ce numéro de « LA LUTTE OUVRIÈRE ». Partout, se fait jour, parmi les ouvriers, la plus grande inquiétude et l'indignation. Malgré les flots d'injures de « l'Humanité », elle grandira. Les ouvriers comprennent que la fusillade de Moscou répond à la politique de trahison du stalinisme en France et en Espagne.

L'action pour la réunion de la COMMISSION D'ENQUETE INTERNATIONALE se poursuit aussi. Nous ne pouvons, faute de place dans nos quatre petites pages, publier les ordres du jour ainsi que toutes les lettres que nous avons reçues dans ce sens. La semaine prochaine, nous publierons les premières dispositions pratiques adoptées pour la réunion de la Commission d'enquête. Dès à présent, nous demandons à toutes les personnes susceptibles d'apporter des informations sur les accusés de Moscou et les faits allégués au procès, de nous les adresser; nous les transmettrons au Comité déjà constitué.

Enfin, il faut poursuivre l'action pour qu'un véritable DROIT D'ASILE DEMOCRATIQUE soit donné à Trotsky en Norvège. Trotsky a tenté un procès au Parti communiste et au Parti fasciste norvégien, afin qu'il ait lieu un examen contradictoire des affirmations de la presse stalinienne et fasciste. Mais il est tenu prisonnier par le Gouvernement. Il faut protester!

Pour toute cette action internationale, il nous faut de l'aide, de L'ARGENT. Nous renouvelons notre appel! Collectez et souscrivez! Au travail!

Encore des protestations

LES OUVRIERS DANOIS PROTESTENT

Nous, sous-signés socialistes et libres-penseurs, tenons à exprimer ce qui suit:

Le procès qui a récemment eu lieu à Moscou et qui s'est terminé par la condamnation et l'exécution d'hommes qui jadis avaient bien mérité du mouvement ouvrier international, a éveillé des inquiétudes dans de larges couches, car on a l'impression que les représentants du prolétariat international n'ont pas eu d'occasion suffisante pour contrôler le matériel d'accusation. En outre, nous sommes d'avis qu'il faut donner à Trotsky, contre qui est dirigé l'accusation principale, l'occasion de se défendre.

Pour que la confiance des ouvriers socialistes du monde entier dans le système de droit de l'Union Soviétique ne soit pas ébranlée, nous pensons qu'il serait bon qu'un Comité international puisse prendre connaissance du matériel d'accusation contre ceux qui sont à présent exécutés et qu'au cas où des accusations semblables seraient dans l'avenir portées contre d'autres hommes que la classe ouvrière a estimés comme pionniers de la Révolution russe, le matériel d'accusation soit soumis avant le jugement à un Comité international.

Nous pensons qu'une clarté complète servirait au mieux l'Union Soviétique, aussi bien que le mouvement ouvrier international. Copenhague, le 26 août 1936.

Svend Johansen, secrétaire de l'Union des Imprimeurs danois; Kai Hoffmann, écrivain; A. Dupont, deuxième président de l'Union des Ouvriers du Tabac, section Copenhague; Einar Nielsen, secrétaire de l'Union des Menuisiers; Arild Hvidfeldt, stud. polit.; Niels Madsen, président de l'Union des Menuisiers; Oscar Hansen, rédacteur; Ernst Berg, ouvrier typographe; Ernst Christian, sen, rédacteur.

LETTERE A DIMITROV

La rédactrice de la lettre suivante, la camarade Marie Nielsen, est un des plus anciens membres du P. C. danois. Elle est bien connue et jouit du respect de larges cercles du mouvement ouvrier socialiste et des cercles intellectuels libéraux. Son nom a une signification particulière dans le prolétariat danois. Elle a été en amitié étroite avec les bolchéviks qui ont séjourné pendant la guerre en Scandinavie, et pendant son travail ultérieur, elle était étroitement liée à Lénine. Sa lettre à Dimitroff en prend une signification particulière. La camarade Nielsen a pris ouvertement position dans une Assemblée des responsables du Parti, et a courageusement pris la défense des accusés du procès de Moscou, notamment du camarade Trotsky. Elle a promis de développer avec une grande énergie une campagne de défense du camarade Trotsky et des bolchéviks-léninistes calomniés par le procès.

Copenhague, le 23 août 1936.

Au président de l'Internationale communiste.

Camarade Dimitroff,

J'ai été membre du mouvement de Zimmerwald, j'ai rompu avec la social-démocratie danoise dès le printemps de 1918, j'ai été co-fondatrice du Parti Ouvrier Socialiste, qui fut plus tard le Parti communiste. En 1920, j'ai assisté au IIe Congrès de la IIIe Internationale et j'ai promis, à, au camarade Lénine de lutter pour toujours pour le communisme. J'ai toujours lutté pour le communisme, je suis membre du P. C. de Danemark.

J'en arrive à mon sujet. J'ai de grandes inquiétudes à cause du procès contre les vieux bolchéviks. Ça, tu peut-être lui les journaux social-démocrates scandinaaves? On ne peut et on ne veut pas croire ici que des vieux marxistes, des élèves de longues années de Lénine, et ses collaborateurs fidèles, jusqu'à sa mort se soient transformés en terroristes individuels et qu'ils aient commis des actes aussi horribles tels que s'être alliés aux nazis, à nos ennemis mortels, d'avoir manigancé et d'avoir accompli avec eux l'assassinat des leaders soviétiques.

Le mouvement ouvrier de Norvège s'est adressé à la IIe Internationale et à l'Internationale d'Amsterdam et a invité ces organisations à demander à Moscou, s'il est possible que des représentants éventuellement des avocats des deux Internationales, puissent assister au procès pour obtenir des informations exactes.

S'il s'agissait de « blancs » dans ce procès, mon opinion serait que c'est là une immixtion impudente dans les affaires intérieures de l'U. R. S. S. Mais puisqu'il s'agit de beaucoup d'anciens bolchéviks connus dans tout le mouvement ouvrier pour leurs grands mérites dans la Révolution russe et qui étaient en tant que camarades, des amis et collaborateurs étroits de Lénine, je me suis jointe à l'appel norvégien et je te prie, camarade Dimitroff, d'aider les social-démocrates à obtenir les dossiers pour l'examen. Nous ne désirons en aucun cas, n'est-ce pas, qu'on puisse parler avec un droit quelconque d'un « procès de Leipzig à Moscou ».

Notre parti danois n'a informé d'aucune manière ses membres sur les grands événements terribles; mais dans « Arbejderbladet » nous avons tout simplement publié les télégrammes et encore avant que le verdict ne fut prononcé, qualifié les accusés comme des assassins. Je sais que je ne peux envoyer cet appel par l'intermédiaire de notre parti, c'est pourquoi je l'envoie personnellement et directement et j'en donne ensuite communication au Parti.

Le VIIe Congrès a eu lieu, mais il n'y a toujours pas de liberté de discussion dans le Parti pour ceux qui ont une autre opinion que celle de la direction.

Salutations communistes.

Marie NIELSEN.

N. B. — Je fais remarquer que le camarade Lénine m'a dit, en 1920, que je pourrai toujours parler directement à l'U. C.

Les luttes ouvrières...

A LYON : Les chômeurs et le procès de Moscou

Périodiquement les organisations politiques organisent des réunions de chômeurs. Mercredi 2 septembre, la grande salle de la Bourse en contenait bien 3.000 de ces hors-la-loi.

Une fois de plus, nos vedettes politiques firent leur laïus en vue d'envoyer une délégation à la préfecture réclamer une amélioration du sort des chômeurs.

Une fois de plus aussi, la parole fut donnée aux chômeurs, après le départ de la délégation. C'est ainsi qu'on comprend la démocratie.

A côté de cela, un autre petit fait à signaler. Le secrétaire de la région lyonnaise du P. C. essaya de faire approuver les exécutions des collaborateurs de Lénine. A l'envoie qu'il fit, croyant soulever l'assemblée d'indignation, un silence de mort y répondit. Certes, nombreux sont les travailleurs qui ont encore confiance au P. C. parce que parti de la Révolution russe. Cette confiance ne doit pas les empêcher de rechercher la vérité en toutes circonstances. Un grand drame vient de frapper en plein cœur la classe ouvrière. On vient d'assassiner les anciens collaborateurs de Lénine. On accuse L. Trotsky d'être au service du fascisme hitlérien. L. Trotsky demande à comparaître devant une Commission prolétarienne afin de réduire à néant cette accusation monstrueuse. Pas une conscience prolétarienne n'a le droit de s'y opposer!

Nos camarades communistes persuadés d'avoir raison encore moins que quiconque, notre camarade Colliard, secrétaire des J. S. R., fera une Conférence d'information sur ce procès le mercredi 16 courant, à la Tribune du Rhône. Travailleurs de toutes conditions, quelles que soient vos conceptions sur ce procès, assistez nombreux à cette Conférence!

Nos camarades communistes persuadés d'avoir raison encore moins que quiconque, notre camarade Colliard, secrétaire des J. S. R., fera une Conférence d'information sur ce procès le mercredi 16 courant, à la Tribune du Rhône. Travailleurs de toutes conditions, quelles que soient vos conceptions sur ce procès, assistez nombreux à cette Conférence!

NOUZONVILLE : Aux chômeurs

A Nouzonville, comme du reste dans la vallée de la Meuse, les stalinistes ont employé leur démagogie, pour tromper les électeurs, qui ont cru dur comme fer à la réalisation de ces promesses. Aujourd'hui, pas mal de ces camarades s'aperçoivent qu'il y a très peu de chose de changé à leur situation et ils se demandent pourquoi. M. Lareppe, du « Front français » avait promis dans notre ville que les riches paieraient. Hélas, nous sommes obligés de constater le néant de cet individu, et que c'est bien nous les créve-laine, qui payons toujours. En 1934 et 35, le programme que M. Lareppe a développé à plusieurs reprises était juste à cette époque. L'allocation chômage, chef de famille devait être portée à 12 francs par jour, plus 4 francs pour la femme et 3.50 par enfant. A ce moment, le coût de la vie était inférieur d'au moins 20 pour 100 à ce qu'il est actuellement (remarquons que les stalinistes avaient demandé 20 francs par jour). Aujourd'hui, ces mêmes individus erolent probablement nous faire fermer la gueule en nous octroyant une augmentation de 7 ou 8 pour cent. Camarades chômeurs, il faut dès aujourd'hui reprendre nos anciennes revendications, mieux il faut les ajuster au coût de la vie, parce que celui-ci ira toujours en augmentant, et en même temps reconstituer le Comité départemental laissé tombé par les stalinistes, pour faire plaisir au pouvoir public, car n'oublions pas que les rénegats stalinistes (les chefs) sont devenus les véritables soutiens de la bourgeoisie. Seule, l'unité départementale des chômeurs, dirigée par les chômeurs, qui n'ont pas à s'occuper de l'équilibre budgétaire de la commune, mais qui ont cette douloureuse occupation de donner à manger et des vêtements à leurs gosses.

Chômeurs, réclamez: 12 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3.50 pour enfant de moins de 16 ans, allocation complète pour les femmes au-dessus de 16 ans, annulation des dettes pour loyer, exemption du paiement des impôts, réclamez à notre député de faire payer les riches, d'exproprier les deux cents familles, diminution du budget de la guerre, prendre l'argent où il est, mais pas dans notre poche. Attention à la loi de trois ans, jeune chômeur, prends garde!

Chômeurs, réclamez: 12 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3.50 pour enfant de moins de 16 ans, allocation complète pour les femmes au-dessus de 16 ans, annulation des dettes pour loyer, exemption du paiement des impôts, réclamez à notre député de faire payer les riches, d'exproprier les deux cents familles, diminution du budget de la guerre, prendre l'argent où il est, mais pas dans notre poche. Attention à la loi de trois ans, jeune chômeur, prends garde!

Chômeurs, réclamez: 12 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3.50 pour enfant de moins de 16 ans, allocation complète pour les femmes au-dessus de 16 ans, annulation des dettes pour loyer, exemption du paiement des impôts, réclamez à notre député de faire payer les riches, d'exproprier les deux cents familles, diminution du budget de la guerre, prendre l'argent où il est, mais pas dans notre poche. Attention à la loi de trois ans, jeune chômeur, prends garde!

Chômeurs, réclamez: 12 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3.50 pour enfant de moins de 16 ans, allocation complète pour les femmes au-dessus de 16 ans, annulation des dettes pour loyer, exemption du paiement des impôts, réclamez à notre député de faire payer les riches, d'exproprier les deux cents familles, diminution du budget de la guerre, prendre l'argent où il est, mais pas dans notre poche. Attention à la loi de trois ans, jeune chômeur, prends garde!

Chômeurs, réclamez: 12 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3.50 pour enfant de moins de 16 ans, allocation complète pour les femmes au-dessus de 16 ans, annulation des dettes pour loyer, exemption du paiement des impôts, réclamez à notre député de faire payer les riches, d'exproprier les deux cents familles, diminution du budget de la guerre, prendre l'argent où il est, mais pas dans notre poche. Attention à la loi de trois ans, jeune chômeur, prends garde!

Chômeurs, réclamez: 12 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3.50 pour enfant de moins de 16 ans, allocation complète pour les femmes au-dessus de 16 ans, annulation des dettes pour loyer, exemption du paiement des impôts, réclamez à notre député de faire payer les riches, d'exproprier les deux cents familles, diminution du budget de la guerre, prendre l'argent où il est, mais pas dans notre poche. Attention à la loi de trois ans, jeune chômeur, prends garde!

Chômeurs, réclamez: 12 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3.50 pour enfant de moins de 16 ans, allocation complète pour les femmes au-dessus de 16 ans, annulation des dettes pour loyer, exemption du paiement des impôts, réclamez à notre député de faire payer les riches, d'exproprier les deux cents familles, diminution du budget de la guerre, prendre l'argent où il est, mais pas dans notre poche. Attention à la loi de trois ans, jeune chômeur, prends garde!

Chômeurs, réclamez: 12 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3.50 pour enfant de moins de 16 ans, allocation complète pour les femmes au-dessus de 16 ans, annulation des dettes pour loyer, exemption du paiement des impôts, réclamez à notre député de faire payer les riches, d'exproprier les deux cents familles, diminution du budget de la guerre, prendre l'argent où il est, mais pas dans notre poche. Attention à la loi de trois ans, jeune chômeur, prends garde!

Chômeurs, réclamez: 12 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3.50 pour enfant de moins de 16 ans, allocation complète pour les femmes au-dessus de 16 ans, annulation des dettes pour loyer, exemption du paiement des impôts, réclamez à notre député de faire payer les riches, d'exproprier les deux cents familles, diminution du budget de la guerre, prendre l'argent où il est, mais pas dans notre poche. Attention à la loi de trois ans, jeune chômeur, prends garde!

Chômeurs, réclamez: 12 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3.50 pour enfant de moins de 16 ans, allocation complète pour les femmes au-dessus de 16 ans, annulation des dettes pour loyer, exemption du paiement des impôts, réclamez à notre député de faire payer les riches, d'exproprier les deux cents familles, diminution du budget de la guerre, prendre l'argent où il est, mais pas dans notre poche. Attention à la loi de trois ans, jeune chômeur, prends garde!

Chômeurs, réclamez: 12 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3.50 pour enfant de moins de 16 ans, allocation complète pour les femmes au-dessus de 16 ans, annulation des dettes pour loyer, exemption du paiement des impôts, réclamez à notre député de faire payer les riches, d'exproprier les deux cents familles, diminution du budget de la guerre, prendre l'argent où il est, mais pas dans notre poche. Attention à la loi de trois ans, jeune chômeur, prends garde!

Chômeurs, réclamez: 12 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3.50 pour enfant de moins de 16 ans, allocation complète pour les femmes au-dessus de 16 ans, annulation des dettes pour loyer, exemption du paiement des impôts, réclamez à notre député de faire payer les riches, d'exproprier les deux cents familles, diminution du budget de la guerre, prendre l'argent où il est, mais pas dans notre poche. Attention à la loi de trois ans, jeune chômeur, prends garde!

Chômeurs, réclamez: 12 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3.50 pour enfant de moins de 16 ans, allocation complète pour les femmes au-dessus de 16 ans, annulation des dettes pour loyer, exemption du paiement des impôts, réclamez à notre député de faire payer les riches, d'exproprier les deux cents familles, diminution du budget de la guerre, prendre l'argent où il est, mais pas dans notre poche. Attention à la loi de trois ans, jeune chômeur, prends garde!

Chômeurs, réclamez: 12 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3.50 pour enfant de moins de 16 ans, allocation complète pour les femmes au-dessus de 16 ans, annulation des dettes pour loyer, exemption du paiement des impôts, réclamez à notre député de faire payer les riches, d'exproprier les deux cents familles, diminution du budget de la guerre, prendre l'argent où il est, mais pas dans notre poche. Attention à la loi de trois ans, jeune chômeur, prends garde!

Chômeurs, réclamez: 12 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3.50 pour enfant de moins de 16 ans, allocation complète pour les femmes au-dessus de 16 ans, annulation des dettes pour loyer, exemption du paiement des impôts, réclamez à notre député de faire payer les riches, d'exproprier les deux cents familles, diminution du budget de la guerre, prendre l'argent où il est, mais pas dans notre poche. Attention à la loi de trois ans, jeune chômeur, prends garde!

Chômeurs, réclamez: 12 francs par jour pour le chef de famille, 4 francs pour la femme, 3.50 pour enfant de moins de 16 ans, allocation complète pour les femmes au-dessus de 16 ans, annulation des dettes pour loyer, exemption du paiement des impôts, réclamez à notre député de faire payer les riches, d'exproprier les deux cents familles, diminution du budget de la guerre, prendre l'argent où il est, mais pas dans notre poche. Attention à la loi de trois ans, jeune chômeur, prends garde!

Gantines scolaires servant le repas de midi et le casse-croûte à 4 heures, à tous les enfants de chômeurs européens et musulmans.

Exonération du loyer pour tous les sans-travail, avec indemnisation des propriétaires par les pouvoirs publics.

Application absolue du principe « à travail égal, salaire égal ». Paiement au tarif syndical des ex-chômeurs travaillant sur les chantiers municipaux.

LILLE : Chez Thiriez, Cartier, Dresson

Grands seigneurs de Loos-lez-Lille Dans cette boîte, qui compte des milliers d'ouvriers, l'exploitation est poussée au premier degré. Comme dans toutes ces boîtes où règnent en maître absolu, les magnats du textile, les ouvriers et ouvrières pour des salaires de famine, doivent fournir pendant neuf heures consécutives un travail exténuant. Dans une atmosphère étouffante, irrespirable et ces messieurs interdisent aux ouvriers d'ouvrir une fenêtre. Sous prétexte que la solidité du fil pourrait en souffrir, les ouvriers doivent travailler le torse nu et être durant les 9 heures en sueur. Pour la production, un barème est établi, fortement augmenté après le dernier mouvement de grève. Les gardes-chiourmes du capital patronal ne permettent pas à l'ouvrier de produire au-dessous de ce barème et n'hésitent pas à renvoyer ces travailleurs qui, malgré toute leur volonté, ne peuvent faire produire le travail excessif qu'on leur réclame à leur métier anti-que et usé.

L'exploitation des femmes est particulièrement remarquable. Pour un salaire de 2 fr. 50, elles doivent fournir quotidiennement 2.000 fuseaux, ce qui ne leur laisse aucune minute de répit durant leurs 9 heures et encore remplacent-ils ces femmes par des jeunes de 18 à 20 ans, auxquelles ils donnent un salaire de 1 fr. 50 en échange d'un travail où s'épuisent leurs atèles. Si elles refusent elles resteront apprenties pour un temps indéterminé. Catégorie dans laquelle elles feront pour 1 fr. 25 et même 1 franc les plus sales besognes (nettoyage de machines).

Et ces jeunes filles que l'on condamne ainsi à la maladie n'ont même pas le droit de pouvoir avoir de déléguées, car elles n'ont pas 25 ans. Et pourtant, elles étaient à la tête de la lutte qu'elles viennent de mener à côté de leurs compagnons de travail.

Ceux-ci d'ailleurs, qui, sous les conseils des délégués syndicaux, ont repris le travail, n'ont obtenu que fort peu des promesses qu'on leur avait faites. Pour un salaire de 3 fr. 50 pour les fleurs, de 2 fr. 80 à 3 fr. 15, les rateliers doivent travailler sans répit. Quant à leurs autres camarades, ils doivent accomplir un travail de force exténuant pour un salaire de 2 francs 50 de l'heure. A ceux-là d'ailleurs, on oppose des jeunes de 17 à 20 ans, à qui on donne 2 fr. 25 et qu'on renvoie à leur départ à la caserne, les laissant ainsi sans situation à la sortie des écoles où les font le capitalisme dont font partie ces messieurs du textile.

Les apprentis auxquels on donne 1 fr. 50 doivent comme leurs compagnes nettoyer les ateliers et les métiers, ce qui évite d'embaucher des ouvriers.

Continuellement, la vitesse de rotation des métiers est augmentée, ainsi que le nombre de broches, mais on n'embauche pas d'ouvriers, au contraire, alors qu'au sein du P. C. y a quatre ouvriers par métier, chez Thiriez il n'y en a que 3.

D'ailleurs, nous parlerons dans notre prochain numéro de ces ouvriers qui leur permettent de tenir ainsi leurs ouvriers sous leur tutelle et nous poursuivons notre enquête dans les autres boîtes du textile.

La Direction cherche à reprendre sa revanche de la grève et à imposer à nouveau sa dictature aux ouvriers; les licencieux commencent et, évidemment, il s'agit de ceux qui se sont montrés dans la lutte pendant la grève. Ainsi, deux de nos camarades qui avaient pris une part active aux piquets de grève et qui partaient au régime se sont vus rendre leur livret. Si les ouvriers ne réagissent pas vigoureusement, ce sera demain de nouveaux licenciements; tolérer de pareils faits, c'est préparer de nouveaux licenciements, et laisser au patronat la possibilité de retirer peu à peu ce qu'il a dû accorder.

La Direction cherche à reprendre sa revanche de la grève et à imposer à nouveau sa dictature aux ouvriers; les licencieux commencent et, évidemment, il s'agit de ceux qui se sont montrés dans la lutte pendant la grève. Ainsi, deux de nos camarades qui avaient pris une part active aux piquets de grève et qui partaient au régime se sont vus rendre leur livret. Si les ouvriers ne réagissent pas vigoureusement, ce sera demain de nouveaux licenciements; tolérer de pareils faits, c'est préparer de nouveaux licenciements, et laisser au patronat la possibilité de retirer peu à peu ce qu'il a dû accorder.

La Direction cherche à reprendre sa revanche de la grève et à imposer à nouveau sa dictature aux ouvriers; les licencieux commencent et, évidemment, il s'agit de ceux qui se sont montrés dans la lutte pendant la grève. Ainsi, deux de nos camarades qui avaient pris une part active aux piquets de grève et qui partaient au régime se sont vus rendre leur livret. Si les ouvriers ne réagissent pas vigoureusement, ce sera demain de nouveaux licenciements; tolérer de pareils faits, c'est préparer de nouveaux licenciements, et laisser au patronat la possibilité de retirer peu à peu ce qu'il a dû accorder.

La Direction cherche à reprendre sa revanche de la grève et à imposer à nouveau sa dictature aux ouvriers; les licencieux commencent et, évidemment, il s'agit de ceux qui se sont montrés dans la lutte pendant la grève. Ainsi, deux de nos camarades qui avaient pris une part active aux piquets de grève et qui partaient au régime se sont vus rendre leur livret. Si les ouvriers ne réagissent pas vigoureusement, ce sera demain de nouveaux licenciements; tolérer de pareils faits, c'est préparer de nouveaux licenciements, et laisser au patronat la possibilité de retirer peu à peu ce qu'il a dû accorder.

La Direction cherche à reprendre sa revanche de la grève et à imposer à nouveau sa dictature aux ouvriers; les licencieux commencent et, évidemment, il s'agit de ceux qui se sont montrés dans la lutte pendant la grève. Ainsi, deux de nos camarades qui avaient pris une part active aux piquets de grève et qui partaient au régime se sont vus rendre leur livret. Si les ouvriers ne réagissent pas vigoureusement, ce sera demain de nouveaux licenciements; tolérer de pareils faits, c'est préparer de nouveaux licenciements, et laisser au patronat la possibilité de retirer peu à peu ce qu'il a dû accorder.

La Direction cherche à reprendre sa revanche de la grève et à imposer à nouveau sa dictature aux ouvriers; les licencieux commencent et, évidemment, il s'agit de ceux qui se sont montrés dans la lutte pendant la grève. Ainsi, deux de nos camarades qui avaient pris une part active aux piquets de grève et qui partaient au régime se sont vus rendre leur livret. Si les ouvriers ne réagissent pas vigoureusement, ce sera demain de nouveaux licenciements; tolérer de pareils faits, c'est préparer de nouveaux licenciements, et laisser au patronat la possibilité de retirer peu à peu ce qu'il a dû accorder.

La Direction cherche à reprendre sa revanche de la grève et à imposer à nouveau sa dictature aux ouvriers; les licencieux commencent et, évidemment, il s'agit de ceux qui se sont montrés dans la lutte pendant la grève. Ainsi, deux de nos camarades qui avaient pris une part active aux piquets de grève et qui partaient au régime se sont vus rendre leur livret. Si les ouvriers ne réagissent pas vigoureusement, ce sera demain de nouveaux licenciements; tolérer de pareils faits, c'est préparer de nouveaux licenciements, et laisser au patronat la possibilité de retirer peu à peu ce qu'il a dû accorder.

La Direction cherche à reprendre sa revanche de la grève et à imposer à nouveau sa dictature aux ouvriers; les licencieux commencent et, évidemment, il s'agit de ceux qui se sont montrés dans la lutte pendant la grève. Ainsi, deux de nos camarades qui avaient pris une part active aux piquets de grève et qui partaient au régime se sont vus rendre leur livret. Si les ouvriers ne réagissent pas vigoureusement, ce sera demain de nouveaux licenciements; tolérer de pareils faits, c'est préparer de nouveaux licenciements, et laisser au patronat la possibilité de retirer peu à peu ce qu'il a dû accorder.

La Direction cherche à reprendre sa revanche de la grève et à imposer à nouveau sa dictature aux ouvriers; les licencieux commencent et, évidemment, il s'agit de ceux qui se sont montrés dans la lutte pendant la grève. Ainsi, deux de nos camarades qui avaient pris une part active aux piquets de grève et qui partaient au régime se sont vus rendre leur livret. Si les ouvriers ne réagissent pas vigoureusement, ce sera demain de nouveaux licenciements; tolérer de pareils faits, c'est préparer de nouveaux licenciements, et laisser au patronat la possibilité de retirer peu à peu ce qu'il a dû accorder.

La Direction cherche à reprendre sa revanche de la gr

A bas les deux ans! Encore 10 milliards pour la guerre impérialiste

Depuis le traité de Versailles, le canon tonne sans interruption dans les cinq continents de notre planète. Une guerre sur l'autre; blocus et intervention contre la Russie Soviétique, guerre russo-polonaise, guerre hétéro-turque, l'incident de l'Urme, guerre de Syrie et du Maroc, l'incident sino-russe, guerre de Mandchourie, guerre du Chaco, promouvements et guerres civiles fomentés par les impérialismes anglais et américain en Amérique du Sud et Amérique centrale, la guerre italo-abyssine, la rébellion espagnole, etc., etc.

Depuis 1914, le monde ne retrouve plus la paix, car le capitalisme est à son dernier souffle et ses contradictions intérieures le poussent vers une guerre permanente. Seule, la révolution prolétarienne triomphante dans le monde mettra fin à cet état de choses.

Le vote de la loi des deux ans en 1912 fut l'ultime préparation de l'impérialisme français pour le massacre mondial. Aujourd'hui, l'établissement de la loi de deux ans, sous quelque prétexte que ce soit, n'est autre chose que la reconnaissance du danger imminent d'une nouvelle boucherie internationale. L'Etat-major français reconnaît que la prochaine guerre ne sera plus une petite guerre, comme celle du Grand Chaco, où seuls les camps se battirent, les responsables impérialistes restent dans les coulisses; il reconnaît que la prochaine guerre sera de nouveau le feu au monde entier.

Il fut un temps où les J.C., les communistes, l'Humanité et l'Avant-Garde étaient, contre les deux ans. La déclaration de Staline comprenant et approuvant le superménagement de l'impérialisme français. Ducloux et Thorez parlent aujourd'hui un langage nouveau pour ceux des prolétaires qui se rappellent la lutte antimilitariste du P.C.F., sous la direction de Lénine et de Trotsky. Ducloux et Thorez ne parlent plus de la suppression de l'armée capitaliste, mais de sa « démocratisation » (sic) et cela encore sous la condition d'une « modernisation », c'est-à-dire motorisation à outrance de l'armée bourgeoise. Les stalinistes sont aujourd'hui ouvertement pour la défense nationale, pour une croisade antihitlérienne, c'est-à-dire pour un passage de queue généralisé entre prolétaires français et allemands. Ils ne trouvent aujourd'hui à reprocher au fascisme français que son manque (!) de patriotisme.

Les Jeunesses communistes aussi bien que le P.C.F. sont pour les deux ans.

Les socialistes S.F.I.O. ont toujours été pour la défense nationale; ils continuent aujourd'hui de rester dans la voie traditionnelle de l'Union Sacrée et de l'appui inconditionnel du capitalisme en cas de guerre, comme ils le font déjà pratiquement en temps de paix.

Les J.S. se prononcent, contre les deux ans, mais non pas parce qu'ils sont contre la défense nationale, mais parce qu'ils considèrent que le capitalisme français pourrait aussi bien faire massacrer les travailleurs allemands par les travailleurs français après une instruction militaire d'un an. Les lignes suivantes de Bernard Chochoy, secrétaire national des J.S., dans « Le Cri des Jeunes », organe national des J.S., en font foi: « La loi de deux ans doit être abrogée, la sécurité du pays n'en sera point compromise par cela. » (15 juillet 1936.)

Seules, les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires sont contre les deux ans, sans condition, sans arrière-pensée, parce qu'ils sont pour l'abolition immédiate du régime capitaliste et de l'Etat bourgeois et pour l'instauration des Soviets en France, des Etats-Unis des Républiques soviétiques dans le monde.

Nous ne sommes pas pacifistes. Les J.S.R. ne sont pas pacifistes. Ils sont pour la guerre civile quand celle-ci est nécessaire pour abattre l'ennemi capitaliste. Ils soutiennent les peuples coloniaux dans leur lutte contre leurs oppresseurs, soutiennent toute guerre révolutionnaire des opprimés contre les oppresseurs. CAR ILS SAVENT que chaque coup porté contre l'impérialisme mondial dans les colonies augmente la possibilité de la lutte anti-capitaliste des travailleurs de la métropole.

Nous sommes contre les deux ans. Les J.S.R. sont contre les deux ans, parce qu'ils sont contre toute défense nationale en régime capitaliste. LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS DE PATRIE. LA DEFENSE NATIONALE EST UN MENSONGE. Des jeunes travailleurs et paysans trompés croient mourir pour la « patrie » et ils meurent en fait pour la défense des coffres-forts de MM. Rothschild, pour la défense des dividendes de M. Schneider ou de Wendel, pour la défense de la fortune des 200 familles, aussi bien que pour celle des capitalistes du front populaire, tels que Mercier, Finaly, Pa-

tentore et autres.

Les J.S.R. ne veulent pas défendre l'intégrité territoriale de la France capitaliste, car le mineur lorrain vit aujourd'hui aussi misérablement comme hier; rien a changé pour lui; hier ce fut un capitaliste allemand qui l'exploitait; aujourd'hui, c'est un capitaliste français.

Les J.S.R. veulent supprimer toute exploitation de l'homme par l'homme, toutes les frontières. Les exploités de tous les pays n'ont qu'un seul ennemi: c'est leur propre capitalisme.

Si les J.S.R. sont pour la formule « Retour au service d'un an », ce n'est pas parce qu'ils veulent accepter le service militaire d'un an, mais pour bien signifier qu'ils ne se contenteront pas d'une abolition démagogique de la loi de deux ans et son remplacement par une autre de 21 ou 18 mois. Les J.S.R. sont contre toute armée qui défend les intérêts de la bourgeoisie française, pour l'établissement de l'armée rouge du prolétariat qui défendra la conquête du pouvoir par le prolétariat français et apportera son aide aux prolétaires voisins en lutte, eux aussi, avec leur propre bourgeoisie.

Et alors, les J.S.R. vous orientent: « Acceptez les armes qu'on vous donne et que vous ne pouvez pas refuser. Mais n'oubliez pas qu'en face de nous se trouvent d'autres ouvriers, d'autres paysans qui ont quitté leurs foyers avec aussi mauvaise volonté que vous, aussi trompés que vous. Rappelez-vous que vous n'avez qu'un seul ennemi: votre propre bourgeoisie qui continuera de vous exploiter demain à l'usine comme elle exploite votre chair aujourd'hui dans les tranchées. Rappelez-vous cette strophe de l'Internationale que vous avez si souvent fredonnée: « Les voûtes non saoulées de fumée... croissent en l'air... gardons les balles pour nos propres généraux... » N'oubliez pas cela et fraternisez avec les travailleurs d'en face, retournez vos baïonnettes contre vos propres généraux et suivant le mot d'ordre de Lénine: « Transformez la guerre impérialiste en guerre civile! Utilisez les armes qu'on vous a données non pas pour tuer vos frères de classe, portant un autre uniforme que vous, mais en abattant le régime capitaliste de l'exploitation de l'homme par l'homme et en insurant le pouvoir ouvrier en France ». Voilà ce que les J.S.R. appellent « le défaitisme révolutionnaire ».

La vie des soldats

Aux manœuvres du Sud-Est

D'importantes manœuvres militaires auxquelles participe un effectif nombreux (40.000 environ) comprenant toutes les armes, se déroulent dans le Sud-Est (Basses-Alpes) du 6 au 11 septembre.

Nous vous dirons quelle est notre participation jusqu'à ce jour pour qu'il soit possible de déduire quelle vie on inflige aux soldats d'une armée dite républicaine.

Le mercredi 2 septembre, un détachement de plusieurs compagnies, comprenant une trentaine de réservistes, part du camp d'aviation de Bron. Dès le matin, à 9 heures, nous sommes obligés de nous mettre en tenue (masque à gaz, sac de 20 kgs, bidon, musette), à 10 heures, revue et discours d'un capitaine, à 11 h. 30 repas, à 15 heures, deuxième repas devant compter pour le soir, personne ne mange n'ayant pas faim, à 16 heures, deuxième revue et départ pour la gare de la Guillotière, à Lyon. Nous arrivons à Harrougne le lendemain matin, à 10 heures, la seule nourriture distribuée en route est une boîte de sardines et une boîte de maquerons pour cinq. Cela, malgré une réclamation. A Harrougne, depuis deux jours, on nous fait faire 500 mètres pour manger et quelle nourriture, chacun prend sa ration et mange debout, comme il peut, malheur aux camarades qui n'ont pas un sou pour compléter leur repas.

Nous, réservistes, nous disons: vraiment, cette armée, n'a rien à voir avec celle que nous voulions, et heureusement aucun des soldats très nombreux que nous cotoyons ne partage les histoi-res de Granjon. Son article du *Cons-crit* est ce qu'il y a de mieux pour initier les copains contre le stalinisme.

Vive l'armée rouge du prolétariat avec ses chefs élus! Pour préparer notre armée, de suite formons les milices du peuple!

Salut communiste. — Un groupe de réservistes de la base aérienne de Bron.

(PARMI NOS LETTRES)

Le 14 juillet, une fête était organisée à l'Ecole militaire d'Autun, sous la présidence du général Pagalde, l'entrée était gratuite pour les gradés

et de 1 franc pour les soldats. Est-ce cela la démocratisation de l'armée? Le vin est supprimé le samedi, le dimanche et le mercredi soir. Voici l'amélioration de l'ordinaire!

Les soldats du 134^e R.I. réclament la libération immédiate du soldat Dur-fresne, qui est au cachot.

Des sanctions contre les officiers, et les sous-officiers.

La réduction du temps de service. L'amnistie pour tous les condamnés militaires.

La suppression des bagnes militaires.

A bas les deux ans! A bas la guerre! Vivent le P. O. I. et les J. S. R.!

— Un groupe de soldats du 134^e R.I.

— On nous écrit :

A la suite de l'accident qui a coûté la vie à l'aviateur Génin, et à deux ou trois camarades, des employés d'Air-France ont envoyé un article à l'Humanité, faisant ressortir les responsabilités de la Compagnie. Tous les passagers concernés à la responsabilité sages concernant la responsabilité d'Air-France ont été supprimés par la rédaction de ce journal!

De la Léniniste-League (Glasgow, Angleterre) :

Nous vous remercions de l'envoi régulier de la *Lutte Ouvrière*. Ce journal est à présent notre seule source sérieuse d'information sur la France et la I.Ve Internationale. Il contient des nouvelles à jour, et bien fondées, sur les événements en Espagne. Nous le trouvons très intéressante pour la I.Ve Internationale. Salut fraternel. J. A.

PUBLICATIONS POPULAIRES

Pour vos commandes de livres, adressez les fonds au C.C. Postal Naville 1333-80, Paris. Les envois ne sont faits qu'à la réception du montant. Réduction de 10 pour 100 aux membres du Parti.

Trotsky : « Où va la France ? » 7.50
Trotsky : « La Nouvelle Constitution de l'U.R.S.S. » 1.
Trotsky : « Défense du terrorisme » (anti-Kautsky) 7.
« Où va le Gouvernement Blum ? » 0.50
Trotsky : « La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov » 3. »

L'OPINION DE MUSSOLINI

L'assassinat crapuleux consommé par Borgia-Staline, contre Zinovief, Hamenef, Smirnov et leurs camarades ne pouvait pas passer sans que la presse de l'assassin de Matteotti, de Rivoli, de Sozzi, trouve le moyen d'écarter le Borgia de Moscou. Voici, en effet, ce qu'écrivit Le Messagero, organe fasciste de Rome, dans un article intitulé :

LA MORT DES OBSEDES

« Staline était dans la réalité, et ce que ses adversaires considéraient comme une trahison envers l'idéal, n'était que les concessions inévitables et nécessaires à la logique et à la vie. Au programme abstrait de la révolution générale du communisme pur, il a opposé le plan quinquennal, la création d'une armée, une économie qui n'ignore pas l'individu et l'échelle des valeurs, la petite propriété, une politique étrangère en Europe et en Asie qui reparaît la tradition nationale et enfin une politique démographique qui interdisait les pratiques menant au suicide. Il restaurait la famille, limitait le divorce, félicitait l'abandon des enfants. »

Ces éloges, décernés par les journaux mussoliniens à la politique économique, militaire, étrangère et démographique de Borgia-Staline contre les « obsédés » de la révolution, démontrent clairement où sont les agents du fascisme.

ADHEREZ
AU PARTI OUVRIER
INTERNATIONALISTE

La Vie du Parti

2.000 travailleurs à notre meeting

Notre meeting du jeudi 3 mai sur le procès de Moscou a pleinement réussi. Le prolétariat parisien est alerté. Plus de 2.000 travailleurs se pressaient dans la vaste salle du Petit Journal, dans une chaude atmosphère de sympathie.

Le meeting est placé sous la présidence d'honneur des combattants d'Espagne, de Trotsky et des bolchévistes-léninistes russes. Notre camarade Boitel assure la présidence. Il expose le but de ce meeting consacré à flétrir le crime des stalinistes, à dire la vérité sur le procès de Moscou, à combattre la politique social-pacifiste de l'I. C., à exposer notre position internationale.

Premier orateur, Clair, pour le P. O. I., esquisse l'aspect économique de la situation en URSS. Chiffres en mains, il parle de la différenciation des salaires, la pression du stakhanovisme, la réaction ouvrière à qui la nouvelle Constitution promettrait la liberté. Sur ce fond, s'est produit le coup contre-révolutionnaire de Staline.

Corvin, parlant au nom des J. S. R., montre ensuite la liaison entre le procès de Moscou et la politique chauvine et militariste menée actuellement par les partis communistes. Il s'adresse aux jeunes, les invitant à l'action avec les J. S. R. contre les deux ans, pour le soutien du prolétariat russe. Il lit des extraits d'articles de Ducloux et autres, qui sont lus par la salle.

Ensuite, la parole est donnée à l'écrivain André Braton qui, en son nom et au nom d'un groupe d'intellectuels, lit une fièvre déclaration, flétrissant le crime de Moscou, appelant à l'aide de la Révolution espagnole, et se prononçant pour la Commission d'enquête internationale. Il est chaleureusement applaudi.

Le président lit alors plusieurs ordres du jour qui sont parvenus, notamment celui de la C. E. Des Amis de l'URSS du Lie, qui, indignés, démissionne de cette organisation. Boitel résume ensuite les accusations ignominieuses contre nos camarades espagnols, qui combattent le fascisme en première ligne du front.

Il donne lecture de la résolution du Comité exécutif du Parti ouvrier marxiste espagnol, dénonçant le crime contre-révolutionnaire de Staline et se solidarissant avec Trotsky, menacé. Ses lectures sont interrompues par des applaudissements nourris.

Notre ami Victor Serge a envoyé pour ce meeting un beau message, trop long pour que nous puissions le publier ici. Boitel en donne lecture. Victor Serge s'adresse au prolétariat français, lui demande de prendre la défense de la génération d'Octobre en Russie. Il donne des noms, cite les hommes menacés.

La fin de son message est accueilli par une puissante Internationale de toute la salle, dressée unanimement. Et l'Internationale se répète avec le complet farnes des généraux, banni par les social-patriotes.

Dans la plus grande attention, le camarade Barré, de la 20e Section S. F. I. O., expose pourquoi les militants socialistes sont solidaires des bolchévistes-léninistes devant la répression stalinienne. Il critique la politique du Front français et se prononce pour une union de tous les courants révolutionnaires pour constituer le grand parti marxiste du prolétariat français.

Barré est chaleureusement applaudi lorsqu'il affirme la volonté de briser les obstacles pour rejoindre la lutte révolutionnaire. Après les autres orateurs, il retrace la vie des fusillés de Moscou, il montre ce que cache le procès et ceux qui se préparent.

Après lui, notre camarade Naville prend la parole au nom du C.C. du P. O. I. Dans son intervention, il démontre complètement la masarade tragique de Moscou.

Il retrace l'atmosphère politique dans laquelle le procès a éclaté; tension internationale, effervescence prolétarienne et pression acharnée des éléments contre-révolutionnaires en URSS, développement de la révolution espagnole. Il montre comment le procès a été préparé, pourquoi on a refusé le contrôle du prolétariat international, pourquoi aucune photographie des accusés n'a été prise. Il explique le rôle des provocateurs que la Guépéou essaye d'introduire dans nos rangs.

Et les bureaucraties stalinistes s'imaginent que ce procès restera sans réplique? Ils se trompent. Naville appelle alors à la constitution de la Commission d'enquête et montre quel rôle politique important, cette Commission peut jouer pour la sauvegarde de l'avant-garde prolétarienne bolchévique. Nous souhaitons à cette Commission la collaboration des chefs de la F. S. I. et de l'I. O. S. et Naville rappelle dans quelles conditions Lénine et Trotsky acceptèrent en 1921 les avocats Vandervelde et autres dans le procès des socialistes révolutionnaires.

Mais Naville pousse plus loin: il montre comment dans cette lutte, se heurtent les conceptions nationalistes du « socialisme dans un seul pays » et la conception marxiste de la révolution permanente. Voilà pourquoi la fusillade de Moscou sont sur le même plan que la politique bourgeoise et militariste des P. C. en France, en Espagne et ailleurs. Il expose notre

AIDEZ-NOUS FINANCIEREMENT !

Les circonstances actuelles nécessitent un gros effort de tous. La propagande nécessite la parution régulière du journal, de tracts, d'affiches, de déplacement de militants, etc.

Nous ne craignons pas de reconnaître que nous sommes pauvres. Camarades, amis, sympathisants! Collectez et souscrivez pour l'action du P. O. I. pour la « LUTTE OUVRIERE »! Aidez-nous à mener la lutte de solidarité pour les bolchévistes russes et pour Trotsky!

POUR LE CONGRES NATIONAL DU P. O. I.

Dans le courant de la semaine, les thèses politiques en vue du Congrès (sur la situation en France, projet d'organisation et statuts, situation russe) seront à la disposition des membres du C. C. Ils seront ensuite à la disposition des membres du Parti dans le plus bref délai.

Dès à présent, les régions doivent se préoccuper de collecter l'argent nécessaire à l'envoi des délégués. Une circulaire est envoyée cette semaine sur la préparation du Congrès.

BULLETIN INTERIEUR

Le numéro 4 du B. I. est paru (1 fr. 50). Il contient une série d'articles concernant la vie intérieure du Parti.

MEETINGS DE LA REGION PARISIENNE

Cette semaine, auront lieu des meetings dans le 18^e arrondissement et dans le 11^e arrondissement. Lieu et jour seront annoncés par affiches, localement.

MEETING DU P.O.I. A AVIGNON

Un bon meeting s'est tenu à Avignon samedi dernier, devant 300 assistants. Joly et Corvin exposèrent notre position devant la situation en Espagne et le procès de Moscou, ainsi qu'un camarade du groupe d'Avignon. Le représentant du P. C. préféra déchainer un peu de chahut plutôt que de répondre par des arguments. Néanmoins le prolétariat d'Avignon connaît notre position et nos sympathies s'y élargissent tous les jours!

Convocations

A TOUS LES SECRETAIRES ET RESPONSABLES DES GROUPES DE LA REGION PARISIENNE

Le B.P. et le C.R. convoquent pour lundi 14, à 20 h. 30, au siège, une assemblée des responsables.

Ordre du jour: Questions urgentes du travail dans la R.P.

Tous les groupes doivent être représentés avec des mandats en règle, et cartes à jour. — Le C.R.

Colombes. — Rayons P. O. I. et J. S. R. Grande Assemblée d'information vendredi 11 septembre, à 20 h. 30, salle Fagère, 15, avenue Henri Barbusse. Marseille. — P. O. I. Rayon de Marseille. Permanence tous les samedis, 16, marché des Capucines (Bar), de 6 heures à 8 heures du soir.

Lille. — J. S. R.-P. O. I. : Permanence tous les soirs, de 6 à 7 h. 16, rue Saint-Sauveur. Pour toutes demandes de renseignements, écrire à Breton à l'adresse ci-dessus. La « Lutte Ouvrière » et « Révolution » se vendent régulièrement au Tabac de la rue Neuve (coin de Béthune) et tabac, 19, rue du Moine.

Lévallois. — Tous les mercredis soirs, à 21 heures précises, chez Jean-Jean, 75, rue Pallier. Réunion obligatoire de cellule. Sympathisants fraternellement invités. Attention au changement d'adresse.

Angers. — Permanence tous les jeudis, de 18 à 19 heures, au Café de la Mairie, 2, boulevard du Maréchal Foch.

« La Lutte Ouvrière » et « Révolution » sont en vente au kiosque, rue Saint-Aubin (près du boulevard du Maréchal Foch).

Toulon. — Le rayon de Toulon du P. O. I. tient sa permanence tous les samedis, de 13 à 20 heures, à la Civette de la Gare, boulevard de Thessée.

Les sympathisants trouveront « Révolution » au kiosque de la Porte Castigneau de l' Arsenal et au kiosque Noël, avenue Vauban.

Lyon. — Permanence P. O. I. : Chaque samedi, de 17 h. 30 à 19 h., Café « A ma Vigne », 7, rue Ste. Catherine (1er arr.).

SERGE NOWAK (Natan Szafranowicz)

A la suite d'une opération de thorecoplatie, notre camarade Serge Nowak est mort, il y a quelques semaines. C'est un militant, qui a donné toute sa vie au mouvement révolutionnaire, qui disparaît.



Il avait 30 ans à peine, mais déjà 12 à 13 ans de militantisme derrière lui. Entré à l'âge de 17 ans dans les J. C. de Pologne, il est aussitôt arrêté et détenu en prison près de deux ans. C'est là qu'il devient poitrinaire. A la suite de son état, il obtint un congé de rétablissement et en profita pour partir à l'étranger.

Militant dévoué par la suite du P. C. français, il est expulsé de France à la suite de son activité révolutionnaire. Malgré l'expulsion, il revient en France et continue à militer dans l'illégalité.

C'est en 1933 qu'il engage avec d'autres camarades de la région Paris-Sud la lutte pour la politique du front unique de combat contre le fascisme allemand. Calomnié et traité de « contre-révolutionnaire » avec tant d'autres, il est exclu du P. C. parce qu'il défendait la seule politique qui pouvait vaincre le fascisme.

Il devient par la suite un membre actif, dévoué et intelligent (Serge possédait une grande culture marxiste et une culture générale) de l'organisation internationale des bolchévistes-léninistes. La fin de sa vie honnête et toute au service du socialisme, est la meilleure réponse aux calomniateurs et en même temps une page d'honneur de la I.Ve Internationale.

Entré en Pologne malgré son état grave, il continue de militer. Arrêté en 1935 par la police piéusdskiste, la prison aggrave son état et précipite quelques mois à peine après sa libération, le dévouement tragique. Ceux qui l'ont connu garderont longtemps un souvenir de ce dévoué militant et excellent camarade.